AUJOURD'HUI

N° 49
1 OCTOBRE 1999
1 franc
ISSN 1423-7946
BIMENSUEL LIBERTAIRE

Journal de **DIRECT! AmiEs de l'AIT** (Association Internationale des Travailleurs). Celles et ceux qui publient ce journal ne sont ni professionnels, ni permanents. **DIRECT!** est totalement autofinancé. Paraît un vendredi sur deux.

393 I.R.A.

Ça se durcit et c'est pas fini

Nous l'écrivions dans notre précédente édition : les libéraux veulent abattre « *la redistribution - très partielle - des richesses qu'assure* [l'État] *et les minces garde-fous sociaux qu'il a mis en place* »[1].Avec le succès de leur initiative, un pas important vient d'être fait dans cette direction. Ce résultat est aussi un symbole de l'échec de la « politique des petits pas » des socialistes de gouvernement défenseurs de l'« État providence », de la justice sociale par la fiscalité. D'autant plus que l'on apprend, dans le même temps, que le plan directeur sur les finances de Kaspar Villiger prévoit de « *favoriser un transfert de l'impôt fédéral direct sur la TVA* [...] *et de renoncer une fois pour toutes à instaurer un impôt sur les gains en capital* »[2].Autant dire qu'il s'agit, encore une fois, de permettre aux plus riches de payer moins d'impôts et compenser le manque à gagner en recourant à la TVA, impôt foncièrement injuste. Devant ce projet les socialistes ont beau se récrier et parler de « *Thatcherisme pur sucre* »[3], il n'empêche qu'ils sont dans une position permanente de faiblesse qui les contraint à avaler et à finalement avaliser des mesures qui conduisent à une société toujours plus injuste.

Mais l'initiative victorieuse des libéraux n'avaient pas que des visées fiscales, comme en atteste la voix des journalistes de la « grande » presse qui, bien dressés, s'empressent de pontifier : « *Il faudra évidemment oser quelques questions gênantes, comme celle du statut des fonctionnaires* »[4]. Il est intolérable pour les libéraux que des travailleurs bénéficient de conditions de travail et de salaires corrects et soient en partie à l'abri de l'arbitraire patronal. Il est clair que tant que subsistera un pan de la législation du travail un tant soit peu favorable aux travailleurs, les libéraux ne seront pas satisfaits. C'est pour cette raison que la suppression du statut de fonctionnaire est une de leur priorité : il s'agit là d'un verrou à faire sauter pour achever le processus de dérégulation du travail. Pour y parvenir, cela fait des dizaines d'années que la droite distille dans l'opinion un discours anti-fonctionnaire simpliste destiné à opposer ces derniers aux travailleurs du secteur privé. Vieille tactique (diviser pour régner) qui remporte un succès certain. Succès facilité par une pratique syndicale corporatiste qui n'a pas cherché à développer une solidarité active entre les travailleurs du privé et du public et à démontrer les intérêts communs des uns et des autres.

Face à cette offensive de la droite, on peut toujours préparer les défaites de demain comme le fait l'Alliance de gauche qui ne renonce pas à faire passer en votation populaire ses initiatives pour taxer davantage les grosses fortunes. On vient pourtant de voir combien ce moyen est fondamentalement faussé. Ainsi, même Guy-Olivier Second, ministre radical du Social et de la Santé, a déploré les « *moyens de propagande massifs utilisés par les initiants* »[5], champions des milieux patronaux et économiques. Sans compter le soutien d'une grande partie des médias. L'initiative permet aussi toutes les manipulations démagogiques. La dernière votation est exemplaire à ce titre. On votait sur une baisse ou non des impôts, mais en fait, c'est la porte à toute une politique ultra-libérale qui a été ouverte.

Le combat ne doit plus se tenir sur le terrain politique abstrait et être contrôlé par des professionnels, mais sur le terrain social et économique, là où se construisent les inégalités. Un exemple vient de nous être donné avec la grève de samedi des employés de Jet Aviation. Ils réclament l'augmentation de salaires qui atteignent à peine 14,50 net dans certains cas, et dénoncent des conditions de travail particulièrement dégradées (travail sur appel, horaires, etc.). Cette situation est celle de beaucoup de travailleurs et bien plus encore en sont menacés.

On peut toujours demander aux cent personnes les plus riches qui ont amassé 172 milliards supplémentaires ces dix dernières années de bien vouloir partager, mais c'est ignorer qu'à la différence de la majorité de la gauche, la droite croit encore à la lutte des classes, et qu'elle est bien décidée à gagner.

G.Amista

1. *Aujourd'hui*, n° 48.
2. *Le Temps*, 27 septembre 1999.
3. Id.
4. *La Tribune de Genève*, 27 septembre 1999.
5. *24 heures*, 27 septembre 1999

dans ce numéro

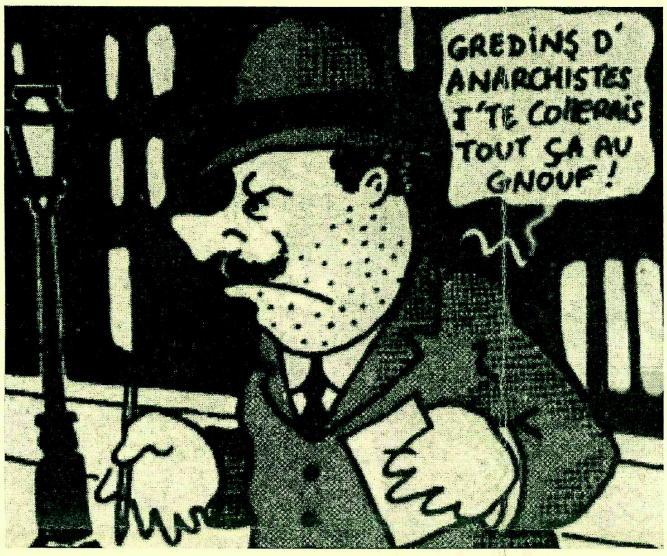
• **ELECTIONS** Pourquoi nous ne voterons pas aux élections fédérales • **CAPITALISME** Pas de tribunaux pour la violence sociale • **BREVES** Enfance massacrée, Intérim, flics paysans, dépression sociale

ELECTIONS
par M. Argery

Osons l'abstention !

Le 24 octobre prochain auront lieu les élections nationales. Pour le peuple suisse qui est si souvent appelé aux urnes, il ne s'agit pas d'un événement transcendant, pourtant les médias en font tout un plat. Il s'agit d'aguicher le chaland, de convaincre l'électeur potentiel de faire son devoir. Une bonne occasion pour nous de rappeler notre point de vue abstentionniste libertaire et de répondre à certaines objections qu'on nous oppose régulièrement.

« *Dimanche aux urnes, lundi à l'usine ; Votez c..., vous n'avez pas le choix...* » les slogans libertaires et anarchistes refleurissent sur les murs à l'occasion des élections, pourtant ce n'est pas sûr qu'ils soient toujours bien compris. Même si dans ce pays la majorité s'abstient désormais, il ne fait pas bon dire qu'on ne va pas voter, surtout quand on se situe résolument à gauche et qu'on a l'ambition de changer la société. L'abstentionnisme libertaire n'est pas synonyme de refus de principe du vote (ou de l'élection de délégués) qui se pratique dans nos organisations. Il repose sur une analyse des processus de pouvoir et sur l'observation du fonctionnement du système capitaliste.



Nous refusons de collaborer au système parlementaire parce que, dans son fonctionnement même, il nie l'existence des classe sociales et masque les divergences d'intérêt qui existent entre exploiteurs et exploités. Le pouvoir étatique offre un cadre légal aux politiques patronales et financières qui sont à l'origine de l'exploitation dans le travail, de la marginalisation par le chômage... il assure l'arbitrage entre les diverses forces économiques et politiques dominantes.

Nous observons que l'élection telle qu'elle est pratiquée dans le système parlementaire est un chèque en blanc que l'on signe à un candidat, sur la base de sa bonne mine et de ses belles promesses. Une fois élu, le « représentant du peuple » a les mains libres pour faire ce qu'il veut ; il n'a de compte à rendre à personne. C'est le contraire du mandat impératif que nous préconisons (les délégués étant tenus de défendre le point de vue de celles et ceux qui les ont élus et de leur présenter les résultats de leur gestion ; ils peuvent être révoqués en tout temps). La seule sanction que risque le parlementaire, c'est de ne pas être réélu. Mais à l'heure de la consommation rapide, une bonne pub rapporte bien plus que l'action mise en œuvre lors de la précédente législature que tout le monde a déjà oubliée.

Contrairement à ce qu'on veut nous faire croire, dans le système actuel, les dés sont pipés. Le choix des futurs élus, par exemple, n'est pas démocratique. Pour être élu, il ne suffit pas de se présenter aux élections. Si l'on n'appartient pas au bon parti, si l'on n'est pas en tête de la bonne liste... on n'a pratiquement aucune chance. La valeur personnelle du candidat compte peu dans les marchandages internes aux partis. Par contre, de puissants appuis financiers aident beaucoup. Les industriels de ce pays ne se cachent pas de soutenir les candidats de la droite qui sont souvent eux-mêmes de grands bourgeois (on n'est jamais si bien servi que par soi-même).

On nous accuse de faire le jeu de la droite. Mais est-ce les anarchistes abstentionnistes qui favorisent les conservateurs et les fascistes ou bien les politiciens de gauche qui déçoivent régulièrement leurs électeurs ? Madame Dreifuss a sans doute fait beaucoup plus pour Blocher avec toutes les couleuvres qu'elle a dû avaler au gouvernement (entre autres les augmentations des primes d'assurance maladie) que les partisans de la révolution sociale.

Déjà au début de ce siècle, nos prédécesseurs avaient prédit la récupération des socialistes qui choisissaient la voie électorale ; Kropotkine parlait de la conquête de la social-démocratie par l'État. Depuis lors, on a pu constater que les gouvernements de gauche n'ont jamais voulu, ou jamais pu, renverser le capitalisme... Dans les pays qui nous entourent, l'alternance est devenue la règle et — mondialisation oblige — les gouvernement de gauche appliquent désormais des politiques libérales de droite.

Vous ne croyez pas à la possibilité de réformer le système au travers des élections, vous préconisez l'organisation à la base des travailleurs et des mouvements sociaux, vous souhaitez la réappropriation de l'outil de production par les exploités, fort bien nous disent certains, mais pourquoi ne pas présenter ou appuyer des candidatures purement propagandiste ? L'idée d'utiliser les élections comme une tribune est une vieille lune léniniste. C'est aussi l'argument de ceux qui n'ont guère de chance d'être élu. Le grand défaut de cette « stratégie » c'est qu'elle prend l'électeur pour un crétin. Pour l'attirer, il faut tout de même le convaincre qu'il va voter utile ; on lui présente donc un programme que l'on ne pourra pas mettre en pratique, même si on était élu. Rien de tel pour donner de soi une image brouillée, décevoir et créer la confusion. En « utilisant » les échéances électorales, celles des votations, etc. on accepte, de plus, de se soumettre aux rythmes et aux règles du système et l'on perd ainsi l'initiative de sa propre action. Sans oublier que, dans ce pays, environ un tiers des salariés sont des étrangers qui n'ont pas le droit de vote et que — tous les politologues vous le dirons — plus on est en bas de l'échelle sociale, moins on va voter. Ainsi, la propagande électorale s'adresse avant tout aux dominants et aux classes moyennes.

Notre abstention est un refus de jouer le jeu politicien. C'est un point de vue critique qui ne vise pas des résultats immédiats, mais qui mise sur une prise de conscience. Nous faisons le choix du terrain de la lutte sociale, de base, sur le lieu de travail, dans les quartiers, les lieux de formation... car nous savons que les patrons et même les gouvernements (fussent-ils de droite) peuvent devenir très raisonnables quand ils sont confrontés à un vrai rapport de force. Nous misons également sur d'autres rapports entre les gens que ceux de produits par la délégation politique (la constitution d'élites, d'une classe politique, etc.) A nos yeux, seules des institutions horizontales, sans rapports hiérarchiques, auto-organisées peuvent préfigurer la base de la civilisation libre et égalitaire que nous appelons de nos vœux.

■

Violence sociale

TRAVAIL • ***« 14 ans de réclusion pour avoir tué son patron ». C'est ainsi que titrait la Tribune de Genève pour relater le cas d'un ancien ouvrier portugais de l'entreprise de déménagement Treyvaud qui a été condamné à 14 ans de prison pour avoir flingué son patron et blessé son directeur. Vu les conditions sociales du condamné, la Justice ne fait que prouver, une fois de plus, qu'elle n'est qu'un scalpel dans les mains de chirurgiens capitalistes fous.***

Avant d'écoper de quatorze ans de réclusion, cet ouvrier de 58 ans avait subi douze ans de patron dans une situation de clandestinité et en travaillant sur appel. Douze ans durant lesquels il avait néanmoins été qualifié de « bon ouvrier » par ses employeurs. Tu parles : douze ans à attendre en fermant sa gueule qu'on te fasse l'aumône d'un boulot pourri, que tu paieras toi-même de ton usure physique. Merci patron !

Après ça, les juges et les journaux peuvent toujours donner dans la pissette juridique pour déterminer s'il s'agit d'un meurtre ou d'un assassinat. Cela ne suffit pas à dissimuler l'horreur de la situation des travailleurs immigrés - clandestins ou non - que leurs employeurs exploitent à fond en utilisant toutes les possibilités que ménagent l'organisation capitaliste de la société. Une main d'œuvre taillable et corvéable à merci qui se voit imposer le chantage de la légalisation par le passage bidon de permis en permis, voilà ce que l'on ose appeler l'intégration des travailleurs immigrés. Il faut remarquer que c'est l'existence d'une législation répressive à l'égard des étrangers qui procure aux employeurs cette main d'œuvre bon marché. Ces maîtres chanteurs peuvent encore couler de beaux jours, ils ne sont pas près de passer en jugement pour violence sociale. Bien sûr, on ne va pas applaudir à chaque fois qu'un patron s'arrête de respirer. Mais il s'agit de reconnaître derrière un « fait divers » comme celui-ci la violence avec laquelle le système et ses bénéficiaires s'acharnent sur les catégories de travailleurs les plus précaires jusqu'à les conduire aux actes les plus désespérés.

Face à cela, il serait faux d'affirmer qu'il n'y aurait qu'une alternative : finir une vie de turbin en prison ou subir jusqu'au bout la dictature patronale. Nous croyons fermement qu'il y a moyen de faire sauter la prison du travail sans passer nous-même par la prison. En développant la solidarité à la base sur les lieux de travail, en se donnant les moyens de répondre à la violence quotidienne des patrons par des actions collectives, en s'inscrivant dans un projet de transformation radicale des rapports humains.

D. Mittaz

L'Ogre capitaliste

Politiques, économistes et journalistes s'essoufflent à nous convaincre que la croissance est de retour annonçant le paradis techno-démocratique sur terre. Il n'est pas difficile de démonter ce mensonge. La réalité est que tout cela se construit sur les marécages les plus nauséeux de l'exploitation et de l'humiliation de milliards d'individus, au premier rang desquels, les enfants. Les chiffres « officiels » estiment que 250 millions d'enfants de 6 à 14 ans sont soumis à l'exploitation capitaliste dans des conditions s'apparentant au début du capitalisme. Rien ne manque au tableau des horreurs : travail dans le textile, les mines, esclavage, prostitution, etc. Par exemple, au Mexique, 5 millions d'enfants exécutent pour des salaires réduits les mêmes tâches que les adultes. Plus d'un millions d'entre eux travaillent dans l'agriculture et manipulent pesticides et herbicides. Mais l'armée est aussi une grande dévoreuse d'enfance : 44% des pays du monde recrutent à moins de 18 ans. C'est le cas pour 35% de l'armée de métier britannique. Une méthode comme une autre de faire baisser le chômage des jeunes.

Je m'abonne à *Aujourd'hui* !

	normal	soutien
▸ 12 n° :	15 francs ☐	25 francs ☐
▸ 24 n° :	30 francs ☐	50 francs ☐
▸ 48 n° :	60 francs ☐	100 francs ☐

Nom _____
Rue _____
Ville _____

Règlement par CCP : Direct!, CCP 17-574134-6
Envoyer à : DIRECT!, Case postale 2254, CH - 1211 Genève 2.

Les marchands d'esclaves

« *C'est une bonne nouvelle pour Genève : le numéro 1 mondial du travail temporaire Adecco prévoit d'installer son siège mondial dans le canton* »[1]. Autant se réjouir de la venue d'un vampire lorsque l'on est hémophile ! Sur la photo qui accompagne l'article de *La Tribune de Genève*, le président et le vice-président d'Adecco ont le sourire. Il y a de quoi : « *le travail temporaire connaît un développement fulgurant. Sa croissance annuelle moyenne avoisine les 15 % si bien que la taille du marché dépasse désormais les USD 100 mia* »[2]. Hier envisagé comme exceptionnel et conjoncturel, le recours au travail temporaire est devenu un élément structurel dans la nouvelle organisation du travail qui se met en place. Ceci avec l'aval de pouvoirs publics qui n'ont de cesse de réduire la législation en la matière et au grand bénéfice d'entreprises qui attendent toujours plus de flexibilité de la part de leur main-d'œuvre. Par contre, pour les employés, le travail temporaire n'est pas une aubaine : « *être intérimaire, c'est ne jamais savoir quand on va travailler, être plus exposé aux accidents du travail, être soumis à la volonté du patron, ne pas avoir de salaire régulier et ne posséder aucune garantie pour l'avenir* »[3]. Si le travail temporaire a pu être présenté comme une formule volontairement choisi par les intérimaires, sa systématisation condamne cette vision. En effet, pour toujours plus d'employés la possibilité du choix n'existe plus dans la mesure où, même s'ils veulent un emploi fixe, il n'en existe plus. Ceux-ci sont remplacé par de l'intérim comme c'est le cas par exemple dans des secteurs entiers de l'économie (santé, transports, vente par téléphone, etc.) de la Grande-Bretagne, pays où le travail temporaire est très développé.

1. *La Tribune de Genève*, 18 et 19 septembre 1999.
2. *Le Temps*, 27 septembre 1999.
3. *Le Temps des radis*, 15 mai 1999.

Big Bouseux is watching you

Traditionnellement les agriculteurs utilisent une partie de la récolte de l'année en cours pour replanter l'année suivante. Une telle pratique est désormais illégale. Les firmes possèdent des brevets sur les semences qu'elles vendent et réutiliser le fruit de ces semences revient à violer leur droit de propriétaires. D'ores et déjà plus de cent fermiers des États-Unis sont sous le coup d'accusations portées par la firme Monsanto.
Mais comment ces derniers ont-ils su que les paysans replantaient une partie de leur récolte ?
Facile ! Monsanto a tout simplement ouvert une ligne téléphonique gratuite afin que des agriculteurs puissent dénoncer leurs collègues « fraudeurs ».
Après le maïs transgénique, Monsanto invente le paysan-flic… Mais, comme on dit à la TV, ce que les consommateurs se demandent, c'est si c'est dangereux pour la santé ?

Bulletin de météo sociale

Une étude Française vient de révéler que 15 % des français seraient dépressifs[1]. Selon l'Organisation mondiale de la santé, la dépression seraient le principal trouble mental dans le monde. Mais ce qui est plutôt troublant c'est que « *la dépression est une notion très hétérogène que les psychiatres, hier comme aujourd'hui, avouent ne pas savoir définir* »[2]. En fait, elle aurait pris la place de la névrose, en vogue au XIXe siècle. Si cette dernière était une pathologie du conflit et de la culpabilité, la dépression en serait une de l'insuffisance. « *Suis-je à la hauteur ?* » se demanderait le dépressif. Sans être grand psychiatre, on ne peut que remarquer qu'« être à la hauteur » est l'impératif social majeur auquel tout le monde doit répondre. Par ailleurs, il existerait un lien entre précarité et dépression. Tiens donc…

1. *Le Monde*, 23 septembre 1999.
2. Id.

Extrême-droite et droite « modérée », quelles convergences ?

Conférence-débat avec Claude Cantini

Les différents partis de la droite gouvernementale aiment affirmer qu'une frontière étanche les sépare des fascistes et autres extrémistes de droite. L'agitation récente autour de l'avocat genevois Pascal Junod semble faire accroire que même les dirigeants de l'UDC refusent de voir leurs idées sur l'asile, l'immigration, la drogue… assimilées à celles des amis de Jean-Marie Le Pen et de Bruno Mégret. Quand la presse leur explique que leur candidat genevois est le président de l'Association des amis de Robert Brasillach (un antisémite français fusillé en 1945 pour collaboration avec les nazis) et qu'il a animé divers clubs d'extrême-droite, ils feignent la stupeur et parlent d'expulsion…

La dérive de l'UDC constitue-t-elle une exception aux règles de la droite gouvernementale, un cas particulier lié aux surenchères électorales ?
Les différents partis bourgeois n'ont-ils pas tous une frange « ultra » ?
Quelles sont les passerelles entre la droite et l'extrême-droite en Suisse ?
Peut-on être antifasciste sans lutter également contre le système capitaliste ?

C'est pour essayer de répondre à ces différentes questions que DIRECT ! vous propose de rencontrer notre camarade Claude Cantini, auteur de plusieurs ouvrages historiques et enquêtes approfondies sur l'extrême-droite en Suisse.

Vendredi 8 octobre, 20 heures
Salle des Trois Canards
24, rue de Montbrillant - Genève

Editeur responsable : Claude Cantini. **Tirage** : 800 exemplaires. **Courrier** : DIRECT !, Case postale 2254, CH - 1211 Genève 2. **Téléphone & fax** : 022 734 29 22. **Site internet** : www.tao.ca/~direct_ait. **E.mail** : aujourd_hui@innocent.com. **CCP** : Direct !, CCP 17-574134-6. **Local** : 24, rue de Montbrillant, Genève.